

PRÉFET DE LA RÉGION PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR

Direction régionale des  
affaires culturelles

Aix-en-Provence, le 24/10/2019

Service régional de  
l'architecture et des espaces  
protégés

**DEPARTEMENT DES BOUCHES-DU-RHONE**

Affaire suivie par  
François GONDRAN  
Tél. : (33) 04 42 16 19 43  
Mail : francois.gondran  
@culture.gouv.fr

**Création du site patrimonial remarquable de la ville de Saint Rémy de Provence**

**Réponse au commissaire enquêteur à l'issue de l'enquête publique**

Par courriel du 17 octobre dernier, Monsieur Daniel Beraud, commissaire enquêteur a transmis à la Direction Régionale des Affaires Culturelles de Provence Alpes Côte d'Azur un premier rapport de synthèse consécutif à l'enquête publique qui s'est déroulée du mardi 10 septembre 2019 au jeudi 10 octobre 2019.

Trois observations ont été transmises en pièces jointes à ce rapport et Monsieur le commissaire enquêteur sollicite à cet égard des éléments de réponse.

L'observation de l'association Patrimoines et Perspectives quant au fait de ne pas avoir été consultée lors de l'élaboration de l'étude préalable à la création du site patrimonial remarquable s'explique par la rapidité de l'élaboration de ce dossier synthétique. Cette association pourra certainement être intégrée à l'avenir au sein de la future commission locale du site patrimonial remarquable, instance locale prévue par la loi pour donner son avis sur l'élaboration du futur plan de mise en valeur de l'architecture et du patrimoine et sur tout projet concernant la gestion et l'évolution du futur site patrimonial remarquable. L'élaboration de ce document et les études plus approfondies qui seront alors menées permettront de débattre pour l'association et de motiver un éventuel renforcement des niveaux de protection ou des extensions du secteur protégé.

Les observations de l'association portant sur les extensions vers la minoterie, les cimetières anciens, l'oliveraie et le canal des Alpines ont fait l'objet d'un débat lors de la séance de la commission nationale consacrée à Saint Rémy et l'inspectrice générale des patrimoines Mme Riblet a justifié le choix d'un périmètre restreint par la priorité mise sur le centre historique et ses faubourgs proches ainsi que par la bonne qualité des outils de gestion prévus dans le plan local d'urbanisme en cours d'approbation.